

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**

Tome II : Ouvriers

(5^e édition. – Avril 2005)

**ACCORD « SALAIRES » DU 3 MARS 2005
(BOURGOGNE)**

NOR : *ASET0550717M*

IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de Bourgogne,

D'une part, et

La CGT ;

L'URCB-CFDT ;

L'union régionale FO ;

L'UR-CFTC,

D'autre part,

Suite à la réunion paritaire du 3 mars 2005, et en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

A. – Minima annuels

Les barèmes des minima annuels applicables aux ouvriers des travaux publics sont fixés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2005 et pour l'année 2005, ceci quel que soit l'horaire collectif de l'entreprise.

Le tableau est donné pour un horaire collectif de 151,67 heures par mois.

(En euros.)

COEFFICIENT	NIVEAU	MINIMA ANNUEL
100	N1 P1	15 373 Accord
110	N1 P2	15 790 Accord
125	N2 P1	16 400 Accord
140	N2 P2	18 250 Accord
150	N3 P1	19 275 Accord
165	N3 P2	21 500 Accord
180	N4	23 380 Accord
Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au Smic.		

B. – Indemnités de sujétion

Les barèmes des indemnités de sujétion applicables aux ouvriers des travaux publics sont fixés comme suit à compter du 1^{er} mars 2005 :

Indemnité de repas : 9,50 €.

(En euros.)

ZONE	KM	TRANSPORT	TRAJET
1	0-10	1,60	1,40
2	10-20	3,35	2,62
3	20-30	5,59	3,83
4	30-40	7,08	5,05
5	40-50	8,84	6,28

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent :

- pour les minima annuels, au 1^{er} janvier 2005 et pour l'année 2005 ;
- pour les indemnités de sujétion, à partir du 1^{er} mars 2005.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux ouvriers des entreprises ayant une activité de travaux publics dans la région de Bourgogne.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Bourgogne et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Dijon par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 5

Extension de l'accord

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Dijon, le 3 mars 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

en application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, la rémunération annuelle comprend tous les éléments bruts de rémunération acquis dans le cadre d'une année civile, y compris :

- les congés payés ;
- la prime de vacances versée aux conditions conventionnelles ;
- tous les éléments permanents du salaire.

En sont exclus les éléments suivants :

- les sommes versées au titre de l'intéressement des salariés, de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale ;
- les sommes constituant des remboursements de frais (notamment indemnités de déplacement...) ;
- la rémunération des heures supplémentaires ;
- les éventuelles régularisations effectuées au titre de l'année N-1 ;
- les majorations prévues par les avenants de spécialités pour travail de nuit, du dimanche, des jours fériés ainsi que les majorations pour heures supplémentaires prévues par la présente convention collective pour récupération des heures perdues pour intempéries ;
- les indemnités ou primes versées dans le cadre des avenants de spécialités en contrepartie de contraintes particulières de travail ;
- les primes et gratifications ayant un caractère aléatoire ou exceptionnel.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à celles plus favorables résultant d'accords d'entreprise (ou d'établissement) ou d'usage préexistant.